Perspectives chinoises

2007/4 | 2007

La Chine et son passé

Les think tanks chinois, conseillers du roi

Synthèse commentée

Michal Meidan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2543>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2007

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Michal Meidan, « Les think tanks chinois, conseillers du roi », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/4 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2008, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2543>

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

Cette rubrique, préparée par le Asia Centre (www.centreasia.org) s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin et a pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et relatives au monde chinois.

Les think tanks chinois, conseillers du roi

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

• Ma Changbo, « Une enquête sur les centres de recherche officiels en Chine », *Nanfang zhoumo*, 11 octobre 2007.

L'article du *Nanfang zhoumo*, publié à la veille du 17^e congrès du Parti communiste chinois (PCC), tente d'éclairer le monde « à la fois connu et obscur » des centres de recherche officiels chinois et leur influence sur la prise des décisions en Chine. Dans le contexte d'une volonté affichée par les dirigeants chinois de rendre les prises de décisions plus « scientifiques et démocratiques⁽¹⁾ », l'enquête effectuée par le *Nanfang Zhoumo* sert à faire le point sur l'évolution et l'institutionnalisation des relations entre les décideurs et le monde de la recherche en Chine.

Il trace le portrait des think tanks chinois les plus réputés et identifie leurs modes d'interaction avec les décideurs ainsi que les différents canaux dont ils disposent pour faire connaître leur avis : colloques, réunions de réflexion, rapports, articles et rencontres personnelles à l'initiative des dirigeants. À travers ce tableau que dresse l'auteur, on discerne une relation qui tient autant à l'importance de l'institut de recherche qu'aux affinités personnelles entre un dirigeant et un expert.

Ma distingue deux types de centres de recherche : le premier est le lieu de formation des cadres, dont notamment l'École centrale du Parti et l'École des études administratives, qui servent de plateforme de rencontres et d'échanges entre dirigeants venus de différentes provinces et experts.

Si l'école du Parti sert clairement de guide, de conseil et de formation dans le domaine idéologique, il n'est pas étonnant de voir les journalistes se ruer sur ceux qui y enseignent pour recueillir leurs commentaires, notamment au moment des congrès du Parti ou avant des déclarations politiques importantes. Le va-et-vient entre cadres du Parti et professeurs de l'école fait que ces derniers, qui participent souvent à la rédaction des textes, s'avèrent des sources fiables pour discerner les tendances. L'agence de presse officielle Xinhua a notamment relevé l'importance du discours de Hu Jintao à l'École centrale du Parti, le 25 juin 2007, comme indicateur de la ligne politique adoptée par le 17^e congrès⁽²⁾.

L'École des études administratives (*guojia xingzheng xueyuan*) intervient également dans la rédaction des textes et dans la recherche sur les grands chantiers de la réforme politique ou économique. Elle a, par exemple, accompli récemment une étude sur le système de sécurité sociale qui sera soumise au conseil d'État. Elle fournit en moyenne deux études par an, issues d'une réunion de travail regroupant les ministres, vice-ministres ou responsables locaux. Les groupes de travail communiquent ensuite un rapport au Conseil d'État ; cette communication est suivie d'une discussion informelle entre dirigeants du Conseil d'État et chercheurs autour des conclusions de ces travaux. Le Conseil d'État peut par la suite prononcer un discours sur le sujet, et c'est en fonction de « l'esprit de ce discours » et des résultats du groupe de travail qu'un groupe ministériel se réunit pour effectuer des améliorations dans le texte. Enfin, ce texte est soumis à l'approbation du Conseil d'État.

L'École d'études administratives a ainsi accompli en 1998 des projets de recherche sur la réforme et la supervision du système bancaire et, en 2000, sur la mise en application de la politique du « développement de l'Ouest » (*xibu kaifa*). Cette année, les deux réunions ont été liées aux questions de gestion sociale et de sécurité sociale. L'École centrale du Parti procéderait de la même manière, mais sur des sujets d'un autre registre.

Les centres de recherche dépendant directement du Conseil d'État, comme l'Académie chinoise des sciences et l'Académie chinoise des sciences sociales (CAS et CASS) ou le puissant Centre de recherche macroéconomique de la National Development and Reform Commission (NDRC), fournissent de l'ordre de 300 à 400 études par an. Ils sont également impliqués dans la recherche et la rédaction de textes pour les plans quinquennaux et pour des régulations administratives, plutôt dans le domaine de l'économie, alors que les écoles participent à l'élaboration des discours des congrès du Parti ou des plénums.

1. Voir Michal Meidan, « La réforme démocratique selon le 17^e congrès », dans ce numéro.

2. Voir Michal Meidan, « Le débat démocratique n'est plus étouffé », *China Analysis* n° 14, juillet-août 2007.

Quelles sont les voies de communication et d'influence ? L'auteur relève de multiples modes de communication entre les institutions et les décideurs, en premier lieu les études « commandées » par les dirigeants, parfois même payantes. Les rapports peuvent traiter de sujets transversaux comme la régulation macroéconomique ou la gestion sociale, ou de questions plus pointues relevant du domaine des compétences des experts, qui sont parfois amenés à intervenir en entreprise pour appuyer la mise en application d'une initiative politique. La majorité des projets s'étendent sur une certaine durée, notamment les recherches préparatoires pour les plans quinquennaux entrepris par les instituts de recherche de la NDRC. D'autres peuvent être plus courts ou même réalisés en urgence, comme c'était le cas lors de la crise asiatique ou des événements du 11 septembre.

Les experts peuvent également agir à travers des publications « internes » à leur disposition pour faire passer des messages. Ces rapports ne sont pas forcément commandités par les pouvoirs publics mais sont souvent lus par les dirigeants, ces derniers pouvant par la suite être à l'initiative d'une rencontre personnelle avec un expert. De même, rapporte l'auteur de l'article, les travaux de certains chercheurs sont parfois suivis par un officiel ou son secrétaire qui demande de recevoir les travaux internes dès leur publication.

Mais le mode d'influence le plus direct des experts reste les rencontres personnelles, en marge de conférences ou de colloques, sous forme d'entretiens privés, ou encore les séances d'étude des dirigeants du Bureau politique au cours desquelles ces experts sont amenés à exposer leur sujet de compétence.

En somme, la fréquence des interactions et le nombre de rapports que ces centres sont amenés à rédiger a connu une croissance régulière depuis le début des réformes et de l'ouverture, mais a pris un véritable élan depuis une décennie avec la com-

plexification des questions à traiter et la volonté des dirigeants de rationaliser les procédures décisionnelles. Les experts sont plus sollicités et plus écoutés : Wen Jiabao a annoncé lui-même qu'aucun avis prononcé par les spécialistes ne pouvait lui être préjudiciable.

On notera que le rôle et la position des centres spécialisés dans les relations internationales et des centres universitaires sont passés sous silence. On peut aussi remarquer le peu de détails concernant le Centre de recherche et de développement du Conseil d'état, qui est toutefois évoqué. Si l'influence des experts est sollicitée, leur place dans ce système reste ambiguë : l'auteur fait part d'une prudence certaine dans la formulation des recommandations politiques lorsque ceci n'est pas demandé explicitement. Cependant, pour des observateurs externes, étant données les relations fréquentes de ces experts avec les hommes politiques, ces recommandations ont une « coloration officielle ». À titre d'exemple, au moment de la crise financière asiatique, alors que la Chine avait décidé de ne pas dévaluer le renminbi, un chercheur s'était exprimé dans la presse pour prôner une certaine flexibilité dans la valeur de la monnaie chinoise. Le résultat a été une déstabilisation sur les marchés hongkongais ; la situation ne s'est rétablie qu'après l'affirmation par la NDRC de la stabilité de la monnaie...

Il ne fait toutefois pas de doute que les dirigeants chinois sont, plus qu'avant, amenés à convoquer les experts sur des questions variées, et que ces derniers influent, directement ou indirectement (consciemment ou pas) sur les décisions que prennent les hommes politiques chinois. La conclusion revient à Ma :

« Si au début de la réforme l'heure était aux économistes, et que depuis le 15^e congrès ce sont les juristes qui ont été les plus sollicités, le moment des sociologues est maintenant venu. » •